

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 7 SEPTEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **La finance...**
- 2) **Le pouvoir d'achat en chute libre**
- 3) **1 679 euros par mois !**
- 4) **Hollande à la renverse par...**
- 5) **NYT répond à...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) "La finance, ce n'est pas un adversaire", tacle Montebourg



"La finance, il y a la bonne et la mauvaise, c'est comme le cholestérol", a estimé mardi l'ex-ministre français de l'Économie.

En campagne pour l'Elysée, l'ancien ministre de l'Economie et du Redressement productif a raillé François Hollande ce mardi, en contredisant la formule la plus emblématique de sa campagne en 2012.

La finance "ce n'est pas un adversaire", a affirmé mardi Arnaud Montebourg (PS), candidat à l'Elysée pour 2017, parodiant la célèbre phrase prononcée au Bourget par François Hollande lors de la campagne présidentielle de 2012.

"La finance, c'est comme le cholestérol"

"La finance ce n'est pas un adversaire. La finance, il y a la bonne et la mauvaise, c'est comme le cholestérol", a déclaré l'ancien ministre de l'Economie sur BFM Business. "Il y a celle qui spéculé, qui est sur les marchés, qui ne s'intéresse pas au long terme, qui est trop gourmande. Et puis il y a celle qui est patiente, qui est sur le long terme, qui s'intéresse à l'économie réelle, à l'industrie, à la production, celle-là on en a besoin".

Pour Arnaud Montebourg, "il faut juste faire changer les comportements de la finance". Il va falloir que les banques "financent l'économie réelle", a-t-il développé, n'excluant pas, s'il était élu président, une nationalisation dans ce secteur. "Nous devons peut-être le faire si nous n'obtenons pas que le système bancaire se réforme comme nous le souhaitons", a-t-il dit.

l'express

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Le pouvoir d'achat des Français abîmé par la politique de Hollande, pointe l'OFCE

Bruno Rieth



Sipa

L'OFCE vient de publier un rapport détonnant qui dresse un bilan de la politique économique menée durant ce quinquennat. Verdict : en se focalisant sur l'aide aux entreprises aux dépens des ménages, François Hollande a hypothéqué ses chances d'inverser la courbe du chômage. Et le "bol" n'a rien à voir dans l'histoire !

François Hollande aura fait "le choix des entreprises plutôt que du pouvoir d'achat". Cette critique ne vient pas de l'aile gauche du Parti socialiste, encore moins de la gauche de la gauche. Non, c'est la sentence d'un rapport que vient de publier l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), le centre de recherches économique de Sciences-Po Paris, qui tire un premier bilan de la politique économique menée durant ce quinquennat. Un verdict sans concession...

Si les auteurs rappellent que "le quinquennat de François Hollande s'est ouvert dans un contexte économique des plus défavorables", sur le plan de l'emploi, de la croissance et des déficits, ils estiment pourtant que "l'ampleur du choc fiscal en début de quinquennat, dont l'impact négatif sur la croissance avait été sous-estimé par le gouvernement, n'était pas compatible avec une baisse du chômage au cours de la première moitié du mandat." En clair, que les politiques inspirées

par les gourous de l'austérité - réduction des déficits budgétaires couplée à une augmentation des impôts pour les ménages - ont eu des effets néfastes, voire nocifs : "La consolidation budgétaire en France et en Europe a eu un impact négatif marqué, de 0,8 point par an en moyenne entre 2012 et 2017. La simultanéité des politiques d'austérité en Europe a amplifié leur impact récessif en déprimant la demande intérieure, mais aussi la demande extérieure", constatent les chercheurs.

L'OFCE a décelé deux phases dans le quinquennat. Une première, d'augmentation des prélèvements. Entamée par la droite, poursuivie et accélérée par la gauche : entre 2012 et 2013, la fiscalité s'est ainsi alourdie de 52 milliards d'euros, dont 15,5 milliards décidés sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Une fiscalité jusque-là répartie entre ménages et entreprises "à hauteur de leur poids respectif dans les prélèvements obligatoires ».

Le choix des entreprises sur les ménages

Vient alors 2014, et l'annonce du Pacte de responsabilité qui "marque l'arrêt de cette stratégie avec une politique visant la maîtrise de la dépense et non plus la hausse de la fiscalité. La politique se concentre sur l'offre, et vise avant tout à restaurer la compétitivité et le taux de marge des entreprises", rappelle l'OFCE. Les politiques économiques sont alors "axées sur la réduction du coût du travail (CICE et Pacte de Responsabilité), qui ont conduit la France à réduire la part de la rémunération du travail dans le PIB par rapport à la moyenne de la zone euro", décrit l'institut, soulignant :

"Le pouvoir d'achat des ménages a pâti de ces orientations : malgré un début de rétablissement grâce à la baisse des cours du pétrole et de l'accélération de la masse salariale, le pouvoir d'achat par ménage en France en 2016 est toujours inférieur de 350 euros par rapport à son niveau de 2010 (début des politiques d'austérité)."

Conclusion des auteurs du rapport : si "cette politique, incarnée par le Pacte de Responsabilité et le CICE, porte ses fruits en fin de mandat avec le rétablissement des marges des entreprises" - pour le plus grand bonheur du Medef -, elle "aura diminué le pouvoir d'achat des ménages et la croissance à court terme." Alors même que si l'on totalise dépense et investissement des ménages, ils ont "contribué pour moitié à la croissance".

L'OFCE, sur la base de cette analyse, projette que "sur l'ensemble du quinquennat, le chômage au sens du BIT augmenterait d'environ 100.000 personnes malgré 720.000 créations d'emplois, du fait de l'insuffisance de la croissance, conjuguée à la hausse de la population active." Résumé : la non-inversion de la courbe du chômage, ce n'était pas qu'une question de "bol", mais accessoirement de choix économiques...



III) En 2014, le niveau de vie médian atteint 1.679 euros par mois

Par Jean-Christophe Chanut



En 2014, selon l'Insee, les 10 % des personnes les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 10.770 euros annuels, alors qu'à l'autre bout de l'échelle, les 10 % les plus aisés disposent d'au moins 37.260 euros, soit 3,5 fois plus (Crédits : REUTERS)



Jean-Christophe Chanut
Chef de rubrique

Le niveau de vie médian a quasiment stagné en 2014, atteignant 1.679 euros mensuels selon l'Insee. Les 10% des personnes les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 10.770 euros annuels, alors que, pour les 10% les plus aisés, il dépasse 37.260 euros. Le taux de pauvreté est quasi stable par rapport à 2013, soit 14,1% de la population qui vit avec moins de 1.008 euros par mois.

Ça stagne. Selon la dernière étude de l'Insee sur "les niveaux de vie en 2014", le niveau de vie

médian s'élevait à 20.150 euros annuels (1.679 euros par mois) contre 20.000 euros en 2013, soit une très légère progression de 0,2%. Sous l'effet de la crise économique de 2008, le niveau de vie médian poursuit donc sa longue stagnation.

Et si l'on découpe la population en 10 déciles égaux, toujours en 2014, les 10% des personnes les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 10.770 euros annuels, alors que, à l'autre bout de l'échelle, les 10% les plus aisés disposent d'au moins 37.260 euros, soit 3,5 fois plus, exactement le même rapport qu'en 2013.

Mais si, cette fois, on se concentre sur les 5% les plus aisés (la moitié supérieure du dernier décile), on constate que leur niveau de vie moyen a progressé de 2,7% par rapport à 2013.

A l'inverse, à la différence de 2013 où le niveau des 10% les plus modestes avait progressé de 1,1%, en 2014, en revanche, il baisse de 0,2% en raison du recul du revenu d'activité.

Pour bien comprendre de quoi il s'agit, il convient de préciser que, selon l'Insee, le niveau de vie s'entend comme le revenu disponible du ménage - revenus d'activité, retraites, indemnités de chômage, assurance-vie, PEA, livret d'épargne populaire, épargne logement, prestations sociales, etc., le tout net des principaux impôts directs - divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Ces UC correspondent aux personnes qui composent le ménage. Elles sont calculées selon une échelle qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans.

Le niveau de vie médian partage donc la population en deux : celle qui dispose d'un niveau de vie inférieur et l'autre moitié qui a un niveau de vie supérieur.

Les inégalités se creusent un peu

Selon l'Insee, depuis la crise de 2008, les inégalités se sont d'abord creusées avant de diminuer. C'est en 2011 que les inégalités atteignent leur niveau le plus élevé, portées par une très forte augmentation des très hauts revenus.

Ainsi, entre 2008 et 2011, le rapport entre la masse des niveaux de vie détenue par les 20% des personnes les plus aisées et celle détenue par les 20% les plus modestes est passée de 4,3 à 4,6.

Puis, entre 2011 et 2013, on a assisté au phénomène exactement inverse. Le rapport entre les 20% les plus riches et les 20% les plus modestes revenant de 4,6 à 4,3... L'Insee expliquait cela notamment par le fait que la part des revenus du patrimoine (revenus financiers, loyers perçus, etc.) dans le revenu disponible des ménages a nettement baissé, passant de 11,9% à 10,9% entre 2012 et 2013.

Nouveau renversement de tendance en 2014 où le rapport entre la masse des niveaux de vie détenue par les 20% les plus aisés et les 20% les plus modestes repart très légèrement à la hausse, passant de 4,3 à 4,4.

Très légère hausse du taux de pauvreté en 2014

Par ailleurs, en 2014, le seuil de pauvreté, qui correspond à 60% du niveau de vie médian de la population, s'établit à 1.008 euros mensuels. Ce sont 8,8 millions de personnes qui vivent sous ce seuil de pauvreté, soit... 14,1% de la population. Cette proportion augmente très légèrement de 0,1 point par rapport à 2013.

Cette évolution s'accompagne d'un maintien du niveau de vie médian des personnes pauvres qui atteint 805 euros par mois en 2014, contre 806 euros en 2013. A noter qu'au sein de la population « pauvre », l'Insee constate quelques évolutions : le taux de pauvreté des retraités diminue. Il s'établit à 7,6% en 2014 contre 7,9% en 2013... Quant au taux de pauvreté des actifs occupés, il reste stable d'une année sur l'autre à 7,7%.

Enfin, triste constat, le taux de pauvreté des jeunes de moins de 18 ans augmente, s'établissant à 19,8% en 2014 contre 19,6% en 2013.

LA
TRIBUNE

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Présidentielle 2017 : Macron reverse Hollande

Par Albert Zennou



Emmanuel Macron est crédité de 15 % à 20 % des intentions selon les cas de figure, au nez et à la barbe de François Hollande. Crédits photo : Pool/ABACA

SONDAGE - Notre enquête TNS Sofres OnePoint pour Le Figaro et LCI crédibilise la candidature d'Emmanuel Macron pour la présidentielle.

Découvrez mercredi dans Le Figaro et dès mardi soir sur Le Figaro Premium l'intégralité de notre étude.

En voici les quatre principaux enseignements:

1. La percée de Macron

Macron est désormais un danger pour les candidats de gauche. Une semaine après sa démission du gouvernement, notre enquête TNS Sofres-OnePoint pour Le Figaro et LCI, réalisée du 2 au 5 septembre, va encore booster le presque candidat. Selon notre sondage, il se place en effet, quel que soit le cas de figure, à la troisième position des intentions de vote au premier tour de la présidentielle de 2017, derrière Marine Le Pen et le candidat des Républicains, Nicolas Sarkozy ou Alain Juppé. Mais il relègue tous les autres candidats de gauche loin derrière lui. Macron est ainsi crédité de 15 % à 20 % des intentions selon les cas de figure, au nez et à la barbe de François Hollande, devancé très nettement, si le président

sortant se représentait, d'Arnaud Montebourg qui fait pâle figure avec des intentions de vote oscillant entre 5 et 7 % et de Jean-Luc Mélenchon bloqué à 12%. Pour autant, c'est à droite et au centre que le ministre de l'Économie parvient à prendre le plus de voix. Selon ce sondage, une candidature de Macron fait ainsi perdre huit points à Juppé, cinq points à Sarkozy et quatre points à Bayrou. Mais, c'est face à Juppé qu'il ferait son score le plus bas (15 %). Face à Sarkozy et sans une candidature Bayrou, il grimpe à 20 %.

2. Une claque pour Hollande

Les résultats sont calamiteux pour François Hollande. Le président sortant arrive en quatrième, voire cinquième position dans ces intentions de vote, et se retrouve systématiquement derrière son ancien conseiller qui caracole en tête à gauche. Dans l'hypothèse où le président sortant et l'ex-ministre de l'Économie se trouvent tous les deux sur la ligne de départ aux côtés de Nicolas Sarkozy, François Bayrou, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, François Hollande arrive en quatrième position avec 11% des intentions de vote. Il fait jeu égal avec Jean-

Luc Mélenchon, loin derrière Marine Le Pen (26%), Nicolas Sarkozy (20%) et Emmanuel Macron (16%).

3. Marine Le Pen qualifiée à coup sûr pour le second tour

Notre enquête TNS Sofres-One Point confirme la solidité du vote Front national au premier tour où Marine Le Pen domine tous ses adversaires, sauf Alain Juppé dans l'hypothèse où François Hollande serait candidat sans Emmanuel Macron. Dans ce cas de figure, la candidate du Front national est devancée de 4 points par le maire de Bordeaux (33 % contre 29 %), mais elle dépasse Nicolas Sarkozy (27 %). Face à elle, en fonction de la présence ou non de François Bayrou, François Hollande oscille entre 13 % et 15 % d'intentions de vote. Mais, dans les trois hypothèses mesurées, Marine Le Pen se qualifie chaque fois pour le second tour. Dans l'hypothèse où Hollande et Macron seraient tous les deux présents au premier tour, elle reste en tête quels que soient ses adversaires de droite: 26 % contre 20 % pour Sarkozy avec Bayrou, 27 % contre 22 % pour Sarkozy sans Bayrou et 28,5 % contre 25 % pour Juppé. Hollande et Macron se situant respectivement au mieux à 12 % et 18 %.

4. À droite, Sarkozy progresse, Juppé reste en tête

Bonne nouvelle pour les deux favoris de la primaire de la droite et du centre: dans tous les cas de figure, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy se qualifient pour le second tour de la présidentielle. Les deux leaders de la droite enregistrent chacun des points positifs. Juppé conserve son avance sur Nicolas Sarkozy et se retrouve en capacité de virer en tête du premier tour. Il est le seul à battre Marine Le Pen au premier tour en obtenant dans l'hypothèse où François Hollande serait le candidat de la gauche, sans la présence d'Emmanuel Macron. De son côté, Nicolas Sarkozy gagne deux points (25%) dans l'hypothèse d'un premier tour de la présidentielle en présence de François Hollande et François Bayrou sans Emmanuel Macron. Sans Bayrou, il grimpe même à 27%.



Albert Zennou
journaliste - Sa biographie

LE FIGARO · fr

V) Polémique. Burkini : le "New York Times" répond à Manuel Valls



Photo AFP Bertrand Guay

Le Premier ministre a mis en cause le quotidien américain pour un article présentant des témoignages de femmes musulmanes en France. Le journal se défend vigoureusement.

L'article du New York Times était une rareté : une suite de témoignages recueillis en ligne suite à un appel sur les réseaux sociaux, où des femmes musulmanes, principalement en France (et dans d'autres pays d'Europe) évoquent leur vie et le regard des autres, dans le contexte de la polémique sur le burkini. Des témoignages durs, mettant en avant les préjugés, les insultes, la "sensation d'être une hors-la-loi", voire un "régime d'apartheid". Que le quotidien a publié à la fois en anglais et en français – comme il l'a fait pour plusieurs articles ces derniers mois.

La réponse de Manuel Valls, dans le Huffington Post, est tout aussi inhabituelle. Le Premier ministre critique sévèrement l'article, qui "donne une image insupportable, car fautive, de la France". Et de poursuivre plus loin :

Ce que je conteste avec la plus grande vigueur, c'est que la journaliste donne la parole à des femmes de confession musulmane en prétendant que leur voix serait étouffée, et ce, pour dresser le portrait d'une France qui les opprimerait."



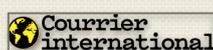
“Camp décolonial”

Manuel Valls affirme ensuite que “l’exigence aurait dû porter la journaliste du New York Times à interroger l’immense majorité des femmes musulmanes qui ne se reconnaissent pas dans une vision ultra-rigoriste de l’islam”. “Il ne s’agit pas d’une enquête de terrain, ajoute-t-il (...). Ces témoignages ont été pour la plupart obtenus à la suite d’un événement scandaleux organisé en France : un ‘camp d’été décolonial”.

Ce matin, le quotidien américain relaye la tribune et répond en citant une porte-parole, qui souligne que l’article “était fondé sur les réponses de plus de 1200 lecteurs à un appel à témoignages en ligne en anglais, en français et en arabe, sollicitant les points de vue de femmes musulmanes en Europe après l’interdiction du burkini [dans certaines villes françaises]”.

A l’image du reste de la presse américaine, le New York Times a couvert de façon abondante et critique l’affaire du burkini. En août, il avait notamment publié un éditorial sur “l’intolérance” de la France. Dans un autre article paru dans les colonnes du journal, une journaliste expliquait que ce qui se joue en réalité dans l’affaire du burkini, “c’est d’éviter à la majorité non-musulmane d’avoir à se confronter à un monde qui change, un monde qui lui impose d’élargir son identité, que beaucoup préféreraient conserver telle qu’elle est”.

C’est sans doute du fait de l’abondance et de la vigueur des réactions internationales que Manuel Valls a tenu à répondre dans le Huffington Post, en s’employant à expliquer “deux principes fondamentaux qui font notre pays”, l’égalité entre hommes et femmes et la laïcité. “En lecteur assidu de la presse internationale, j’ai vu comment une partie d’entre elle a hâtivement conclu à la stigmatisation, à l’atteinte à la liberté des musulmans à pratiquer leur culte”, écrit le Premier ministre.



LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com